

Discours de Harold Macmillan (Londres, 20 septembre 1962)

Légende: Le 20 septembre 1962, à l'issue de la conférence à Londres des Premiers ministres des pays membres du Commonwealth, le Premier ministre britannique Harold Macmillan prononce un discours sur la nature et sur l'avenir des relations entre le Royaume-Uni, le Commonwealth et les Communautés européennes.

Source: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam. Hein Vos 1935-1972. Documentatie. Stukken betreffende het toetreden van Engeland tot de EEG, betreffend Afrika en andere stukken 1961-1963, 1965, 34.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_harold_macmillan_londres_20_septembre_1962-fr-22549d81-8281-4ab8-a070-289c424f2f79.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Texte du discours du Premier ministre sur le Marché commun, retransmission du 20 septembre 1962

Les Premiers ministres du Commonwealth et moi-même venons probablement de prendre part à la conférence la plus importante qui ait été tenue au sein du Commonwealth, et ce soir, en ma qualité de Premier ministre de la Grande-Bretagne, je tiens à vous parler de cette conférence et des discussions que nous avons eues sur la question capitale des relations entre l'Europe, la Grande-Bretagne et le Commonwealth.

Je tiens à préciser une chose dès le départ. En Grande-Bretagne – assurément mes collègues et moi-même –, nous rejetons absolument l'idée selon laquelle le pays doit choisir entre le Commonwealth et l'Europe. C'est faux, et pour une raison très simple.

Le Commonwealth et le Marché commun européen sont deux types d'organisation différents. Si toutes deux se développent de manière prodigieuse, elles sont très différentes et l'adhésion à l'une peut contribuer à l'adhésion à l'autre, et non l'empêcher.

En Grande-Bretagne, nous avons fait évoluer ensemble le Commonwealth par rapport à ce qu'il était. Même à la fin de la dernière guerre, il y a quinze ou seize ans, le Commonwealth se composait de la Grande-Bretagne et de quatre pays indépendants, tous des colonies britanniques à l'origine, principalement de souche britannique, et tous des nations sujettes de la Reine. Même si nous étions divisés sur certains points, nous étions un petit groupe uni. Nous avions à peu près la même politique étrangère. Nous constituions pratiquement une alliance militaire, qui a été pleinement mise à l'épreuve lors des deux grandes guerres. D'ailleurs, les Britanniques et les gouvernements britanniques qui se sont succédé ont accepté ce modèle. Pourtant, aujourd'hui, les choses ont évolué et ce qui était auparavant l'Empire britannique est devenu un nouvel ensemble, le Commonwealth.

Il compte à présent quinze pays d'Asie, d'Afrique et des Indes occidentales, ainsi que les anciens pays que je viens d'évoquer. Certains sont grands, d'autres petits, certains comptent des centaines de millions d'habitants, d'autres à peine quelques centaines de milliers. On y trouve une grande diversité d'opinions, de politiques et de traditions.

Si l'histoire du Commonwealth a été extraordinaire, elle a contribué à faire évoluer son profil.

Aujourd'hui, certains Premiers ministres ont exprimé très franchement leur crainte et leur angoisse au cours de la conférence. Sur le plan politique, ils craignent d'une manière ou d'une autre que si la Grande-Bretagne devait adhérer à l'Europe, le Commonwealth ne serait plus jamais le même. Mais comme je vous l'ai dit, il n'est jamais resté le même. Il a toujours évolué et évolue encore aujourd'hui.

Dans ce cas, me direz-vous, à quoi sert le Commonwealth? Je vais vous le dire. C'est son extrême diversité qui lui confère réellement sa valeur. C'est le fait qu'il englobe toutes les régions du monde, tous les continents, et conserve encore cette unité. C'est ce qui fait toute sa valeur. C'est cette extraordinaire diversité et le fait que nous devons prendre en compte le point de vue de l'autre. De cette manière, nous débattons ensemble. Nous avons en commun une sorte de lien historique: nous sommes tournés vers l'extérieur et non vers l'intérieur, du moins je l'espère. Nous ne sommes ni égocentriques ni étroits d'esprit et tentons d'avoir une vision large des choses, du moins je l'espère. C'est ce lien et c'est ce qui fait du Commonwealth un instrument de valeur réelle et croissante dans le monde d'aujourd'hui.

Si vous faites la comparaison avec le Marché commun européen, il va de soi qu'il y a une grande différence. À l'heure actuelle, il s'agit d'un groupe de six pays d'Europe occidentale, à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ces pays ont créé une union douanière ou Marché commun, comme ils l'appellent. Cela signifie qu'à l'issue d'une période de transition de quelques années, une période d'ajustement, les pays proposent d'ici 1970 de former ensemble un espace économique unique sans tarifs ni barrières douanières. En quelque sorte, comme l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galles aujourd'hui. Jusqu'à ce jour, ce projet a été un grand succès. Ces pays européens constituent un formidable

groupe économique. Si le Marché commun n'implique aucun engagement politique direct, il va de soi que les pays membres poursuivent l'objectif de se rapprocher politiquement et c'est tout naturellement que leur développement politique commun suivra leur croissance économique commune.

Vous voyez donc que l'Europe occidentale est très différente du Commonwealth. Ce sont deux organisations qui marchent en dépit de leur différence.

Toutefois, ce dont nous avons débattu au Commonwealth concerne ce qui suit: comment concilier la structure historique forte du Commonwealth et la nouvelle structure naissante sur le continent européen. En réalité, il ne s'agit pas d'un problème vraiment nouveau pour nous, parce que tout au long de notre histoire, en plus de l'augmentation considérable du nombre de Britanniques partout dans le monde, nous sommes toujours beaucoup investis dans les affaires de l'Europe. Nous ne pouvons nous en soustraire. Nous avons parfois tenté de le faire, mais nous ne le pouvons pas.

Il n'est pas bon de se leurrer. Certains pensent naturellement que nous pouvons revenir au monde ancien d'avant-guerre. Beaucoup regardent en arrière, mais le véritable défi à ce propos consiste à se demander si nous allons envisager l'avenir.

Il y a un an, le gouvernement britannique – et c'est une très bonne décision – a décidé d'entamer des pourparlers et des négociations avec la Communauté européenne afin de voir si nous pouvions faire face à la situation en entrant nous-mêmes dans le Marché commun à des conditions honorables et acceptables. Nous avons pris cette grande décision pour deux raisons, l'une politique, l'autre économique.

Politiquement parce que nous étions très contents d'assister à la fin des conflits en Europe – des conflits dans lesquels nous avons été tragiquement impliqués au cours de l'histoire, deux fois dans ma vie. Parce que nous voulions renforcer la nouvelle unité de l'Europe. Et aussi parce que nous savions que si nous ne faisons pas partie de l'Europe, notre influence commencerait à décroître, et avec le déclin de notre influence en Europe, nous perdrons notre influence dans le monde extérieur. À présent, avec la Grande-Bretagne et quelques autres pays – peut-être la Norvège, le Danemark et d'autres pays actuellement membres de l'Espace européen de libre échange, l'entité à laquelle nous appartenons –, si tous ces pays adhèrent à la Communauté européenne, cette dernière deviendra une communauté de 220 000 000 à 230 000 000 de personnes, aussi forte économiquement et à tout autre égard que l'Union soviétique ou les États-Unis.

Supposons toutefois que nous n'en ferons pas partie. Le fait est là; il faut l'accepter. Supposons que nous restions en dehors. Il va de soi que nous irons de l'avant, mais nous serons assez faibles et nous ne trouverons pas la véritable force qui est la nôtre et qui devrait être la nôtre. Nous ne pourrions exercer cette force dans un monde de géants.

Voilà donc la première raison, une raison politique, une grande raison historique qui nous a poussés à prendre cette décision, à savoir préserver le pouvoir et la force de la Grande-Bretagne dans le monde.

Vient ensuite l'argument économique.

Sur le plan économique, les faits sont là. Dans les nouveaux pays développés, en Asie, en Afrique et dans tout le reste du Commonwealth, s'ils veulent vraiment avoir une bonne chance, une chance équitable, ils doivent vendre au moins une partie de leurs biens manufacturés aux pays avancés, et si en Grande-Bretagne nous achetons ces biens en quantités suffisantes, nous devons être assez forts économiquement pour procéder aux changements et aux adaptations nécessaires dans notre vie industrielle.

L'industrie britannique devra se concentrer de plus en plus sur des biens complexes, sophistiqués, spécialisés: pas simplement les biens que presque tout le monde peut apprendre à produire, mais les biens difficiles qui nécessitent une grande précision et une main d'œuvre hautement qualifiée. Ce sont précisément ces industries qui ont également besoin d'immenses investissements en capitaux. Une usine hautement développée et très spécialisée a besoin d'investissements en capitaux très élevés. Tous ces produits modernes - centrales électriques, centrales nucléaires, ordinateurs, avions supersoniques, électronique,

etc. - sont très coûteux. Ils ont besoin d'une infrastructure de taille et si vous voulez les vendre à un prix compétitif, vous avez besoin d'un très grand marché. Aujourd'hui, les Européens vont pouvoir compter sur un marché intérieur de près de 200 millions de personnes, et maintenant peut-être davantage. Comment allons-nous vendre ce type de produits? Soit aux Européens sur le Marché commun, soit à l'extérieur sur les autres marchés mondiaux en concurrence avec les Européens. Comment allons-nous les vendre si le marché intérieur de base ne représente qu'un quart du leur?

Par ailleurs, je sais que certains font croire qu'il existe un système alternatif au Marché commun. Le Commonwealth, disent-ils, pourrait devenir une entité économique étroite, dotée d'une vaste population et de nombreuses ressources naturelles et capable d'elle-même de rivaliser avec les grandes économies des États-Unis, de l'Union soviétique et de l'Europe moderne. Je ne pense pas que cette idée ait été une proposition concrète pour le Commonwealth ces dernières années, et je suis certain que ses pays membres en sont conscients. Aucune des conditions permettant de créer un marché commun du Commonwealth n'existe. En effet, ses pays membres se caractérisent par des contextes totalement différents, des races différentes, des stades de développement différents et sont disséminés partout dans le monde. Ces pays ne constituent tout simplement pas un groupe homogène.

Par conséquent, où en sommes-nous à présent? Où en sommes-nous dans nos négociations à Bruxelles? Pour les denrées alimentaires des zones tempérées (c'est-à-dire le blé, la viande et les produits laitiers), nous, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays européens et la Grande-Bretagne, espérons tous que des accords mondiaux permettront de gérer le marché sur une base équitable, associés à des politiques de prix justes et raisonnables pour les producteurs et les consommateurs, et d'offrir aux fournisseurs traditionnels un accès aux marchés. C'est ce qui est convenu.

Concernant la Nouvelle-Zélande, tout le monde admet qu'il faudra prendre des dispositions spéciales qui conviennent à ses spécificités.

Pour ce qui est des pays asiatiques, dans l'ensemble, nous avons obtenu de très bonnes conditions.

Pour les pays de l'Afrique et des Caraïbes, nous avons obtenu des conditions formidables - vraiment - s'ils décident de les accepter.

Au cours de ces dix derniers jours, nous avons débattu en toute franchise de toutes ces questions, et je pense que grâce à ces franches discussions, nous avons pu faire comprendre aux dirigeants du Commonwealth les raisons pour lesquelles nous devons entrer dans le Marché commun et pourquoi ce sera mieux à long terme pour nous et pour eux.

Comme je l'ai dit, nous avons parcouru beaucoup de chemin à Bruxelles, mais il reste beaucoup à faire avant de savoir précisément ce que les Six et nous pourrons décider ensemble pour octroyer un accès équitable au Commonwealth et des conditions optimales pour notre agriculture britannique. Lorsque nous connaîtrons notre position finale, il nous appartiendra à nous, en Grande-Bretagne, de décider ce qu'il faudra faire. L'ensemble du Commonwealth a accepté ce fait parce qu'après tout, nous sommes aussi des pays indépendants, si c'est de cela qu'il s'agit.

Nous entendons donc préserver et renforcer le Commonwealth. Nous entendons aussi jouer notre rôle en Europe. Bon nombre d'entre nous, notamment ceux qui sont jeunes de cœur et d'esprit, en ont assez des conflits d'antan, ne supportent plus les conceptions surannées, sont impatients de voir notre pays jouer son rôle, si possible un rôle de premier plan dans toutes ces évolutions nouvelles et porteuses d'espoir. Tous les Européens occidentaux attendent que la Grande-Bretagne les rejoigne dans ce projet de paix et de progrès. Et compte tenu des conditions équitables d'adhésion, je suis persuadé que c'est la voie de l'avenir.